

L'introduction historique du rapport dégage les causes du déséquilibre économique actuel et de la nécessité impérieuse de l'aide américaine. Il s'agit là d'un point capital dont la compréhension aidera à dégager des perspectives plus claires en ce qui concerne le plan Marshall.

A la base de la crise actuelle du capitalisme européen se trouve l'effondrement de l'équilibre économique qui existait avant la guerre. Avant la guerre, l'Europe et les principaux pays qui la constituent (Angleterre, Allemagne, France, Italie, Belgique, Hollande) avaient une *balance commerciale* déficitaire, mais une *balance de paiements* favorable, le déficit commercial étant couvert par les revenus des capitaux à l'étranger et des différents services (frets, commissions, etc.). Leur « prospérité », comme dit le rapport, dépendait du maintien des conditions suivantes :

a) Un commerce important avec les pays d'outre-mer ;

b) Des revenus provenant du bénéfice de leur marine marchande, et de leurs placements à l'étranger ;

c) Des échanges de charbon et de produits sidérurgiques et chimiques divers entre les pays entre eux et avec l'Allemagne ;

d) La possibilité de s'approvisionner en machines, en aliments pour les animaux, et en engrais, nécessaires pour maintenir à un niveau élevé une production agricole spécialisée et intensive, tributaire des exportations vers les autres pays du plan et vers l'Allemagne.

Les effets de la guerre ont bouleversé ces conditions. Le rapport les énumère : destructions matérielles de l'appareil productif résultant de la guerre, des transports, des habitations ; réduction de la fertilité du sol et d'autres ressources naturelles (charbon) ; liquidation des investissements à l'étranger ; dislocation des routes normales du commerce international, disparition du commerce mondial de l'Allemagne, bouleversement économique de vastes régions d'Asie, ascension des Etats-Unis au rôle de source principale d'approvisionnement agricole et industriel des autres pays.

Tout ceci a conduit à un déséquilibre fondamental : mouvement presque à sens unique de biens et de services des Etats-Unis vers l'Europe, accumulation de créances aux Etats-Unis.

Le rapport fait état des efforts développés depuis la liquidation de la guerre pour surmonter cette situation. Cependant, malgré les progrès enregistrés dans le relèvement de la production et

la coopération économique mondiale, et malgré les quelques 7.746 millions de dollars accordés par l'Amérique depuis 1945 jusqu'en août 1947 aux seize pays participants, « il devint évident au printemps de 1947 que l'on allait manquer de dollars, et que l'ensemble du rétablissement de l'Europe risquait de s'en trouver compromis ».

Sur quelles considérations le rapport se base-t-il pour envisager la possibilité de surmonter cette situation ? Grâce à un effort de production, basé sur le renouvellement et la modernisation de l'appareil productif des pays participants, secondé par les importations américaines en produits agricoles et industriels. *Pour que l'Europe occidentale retrouve le niveau économique de 1938, elle doit faire, à partir de son niveau actuel, un effort productif semblable à celui réalisé par les Etats-Unis dans les années de mobilisation 1940-1944, qui ont augmenté la production de charbon de 34 %, de l'acier de 31 %, de l'énergie électrique de 61 %. Les chiffres respectifs prévus par le rapport pour l'Europe occidentale sont : 33 %, 60 %, 44 %.*

Les ambitions du rapport ne vont pas en effet plus loin qu'une simple restauration du niveau économique de 1938, si l'on tient compte que les légères augmentations envisagées pour le charbon, l'acier et même la force électrique seront compensées, d'une part, par les nécessités du renouvellement de l'appareil productif européen détruit, usé ou démodé, et, d'autre part, par l'augmentation prévue de 11 % par rapport à 1938 de la population de l'Europe occidentale en 1951. La production agricole, sauf en ce qui concerne le sucre et les pommes de terre en légère augmentation, ne dépassera pas même en 1951 le niveau de 1938, malgré l'augmentation de la population.

Même prévision en ce qui concerne la flotte marchande.

En ce qui concerne les augmentations prévues de charbon, d'acier et d'énergie électrique, qui doivent dépasser le niveau de 1938 (1), les calculs sont faits sur la base du rééquipement et de la modernisation de l'appareil productif de l'Angleterre, de la France, de la Belgique et de l'Italie, le rapport considérant comme acquis que la production allemande, malgré les importants progrès

(1) 32 millions de tonnes de plus de charbon par rapport à 1938, soit 5,7 0/0. 9,6 millions de tonnes de plus d'acier par rapport à 1938, soit 20 0/0. 2/3 d'augmentation de la capacité de production par rapport à celle de 1938.

prévus d'ici la fin de 1951, restera sensiblement inférieure à son niveau d'avant guerre.

Ainsi, la production de charbon en Angleterre est prévue comme passant de 231 millions de tonnes en 1938 à 249 millions de tonnes en 1951, et en France de 48 à 63 millions. Les chiffres respectifs pour l'acier sont : en Angleterre, de 10,6 à 15 millions de tonnes ; en France, de 6,2 à 12,7.

Le programme de production doit se réaliser selon le rapport grâce aux ressources propres des pays participants, et par des importations massives d'outre-mer.

Le volume des importations envisagées par le rapport reste celui d'une

année normale d'avant guerre, avec cette différence essentielle : *Les importations américaines payables en dollars passent de 40 % dans l'avant-guerre aux deux tiers.* On arrive ainsi au point le plus crucial du rapport et du « plan Marshall », celui des paiements, c'est-à-dire de la restauration « par d'autres moyens » de l'équilibre économique d'avant guerre, ce qui dispenserait l'Europe de recourir après 1951 à de nouveaux crédits en dollars. Le rapport assume que, dans le cas d'un ensemble de conditions extérieures favorables, le déficit actuel des transactions avec le continent américain, principalement avec les Etats-Unis, peut évoluer de la façon suivante :

	(Millions de dollars)				
	1948	1949	1950	1951	Total
Etats-Unis	5,64	4,27	3,28	2,62	15,81
Reste du continent américain	1,94	1,82	1,30	0,91	5,97
Déficit de territoires dépendants	7,58	6,09	4,58	3,53	21,78
Total	0,46	0,26	0,07	0,13	0,66
Moins capital possible par la Banque internationale	8,04	6,35	4,65	3,40	22,44
Total	0,92	1,89	0,72	0,60	3,13
Total	7,12	5,46	3,93	2,80	19,31

On arrive ainsi en 1951 à un déficit de 2.800 millions de dollars contre 1.750 en 1938. Cependant, même dans ce cas le plus favorable, il faudrait que soient remplies les conditions suivantes :

a) Abaissement des prix aux Etats-Unis ; b) restriction aux importations actuelles des Etats-Unis ; c) augmentation de la production européenne suivant le rythme et les pourcentages prévus ; d) importations d'autres parties du monde, spécialement de l'Europe orientale et de l'Asie ; e) exportation accrue vers les Etats-Unis et le continent américain en général, suivant le tableau suivant :

	(Millions de tonnes)	
	Etats-Unis	Reste du continent américain
1948	0,85	1,31
1949	1,11	1,72
1950	1,23	2,14
1951	1,48	2,46

Or les Etats-Unis importent actuellement de l'Europe la moitié environ de ce qu'ils importaient avant la guerre, et il n'y a aucune raison de croire qu'ils vont considérablement augmenter ces importations dans l'avenir.

L'évolution de l'économie américaine se fait de plus en plus dans un sens qui, non seulement se passe des importations européennes, mais qui en fait le concurrent le plus redoutable de la production européenne sur tous les autres marchés disponibles. Par exemple, comme le remarquait justement l'*Economist* de Londres, aucun des principaux produits de l'industrie anglaise ne peut sérieusement intéresser la demande américaine.

D'autre part, en ce qui concerne le marché de l'Amérique latine, pour lequel le rapport des Seize prévoit un accroissement constant des exportations européennes, il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ont extraordinairement renforcé leurs propres positions durant et après la guerre dans cette région, et que l'approche de la crise aux Etats-Unis rendra encore plus aiguë la nécessité de sauvegarder et d'étendre leur expansion sur ce marché. Ainsi, en réalité, les prévisions optimistes du rapport des Seize, en ce qui concerne le rétablissement de l'équilibre économique entre l'Europe occidentale et le continent américain vers 1951, reposent sur le calcul illusoire que les Etats-Unis accepteraient de lui céder une partie de leur propre marché inté-